L'émergence du Projet Alimentaire Territorial de l'île de Bréhat

En 2017 l'Association bréhatine Fert'Ile[1] a bénéficié du soutien du fonds de dotation Perspectives pour financer une étude dont le but était d'éclairer l'élaboration du plan local d'urbanisme (PLU) de la commune sur les potentialités de développement agricole sur l'île et sur les conditions de maintien des exploitations existantes. Une publication universitaire estime que cette étude[2], livrée en décembre 2017, « constitue [pour Bréhat] la première synthèse sur l'activité agricole publiée depuis celle de Geneviève Vergez-Tricom » en 1925.

Certaines des préconisations avancées par cette étude ont été mises en œuvre, mais la plupart des propositions relatives au PLU n'ont finalement pas été retenues dans le plan adopté fin 2019.

Toutefois, les réunions publiques tenues à l'occasion de l'étude avaient montré la sensibilité des Bréhatins aux problématiques agricoles. Aussi, l'Association Fert'Ile a-t-elle souhaité poursuivre et élargir le travail par un diagnostic de territoire, en vue de candidater à la labellisation d'un projet alimentaire territorial (PAT), procédure mise en place par la loi d'avenir pour l'agriculture, l'alimentation et la forêt du 13 octobre 2014 et que certains partenaires de l'Association au sein du Réseau agricole des Iles Atlantiques (RAIA[3]) avaient engagée. Là encore, Fert'Ile a bénéficié du soutien du fonds Perspectives.

Après contact avec l'école AgroCampus-Ouest, un étudiant du master-recherche TEAM (Transition, environnement, aménagement, milieux) a été recruté pour réaliser ce diagnostic, complété par une analyse sur les potentialités de valorisation agricole des bio-déchets et déchets verts. Arrivé tout début mars 2020 à Bréhat, l'étudiant s'est très rapidement vu confronté aux instructions de confinement liées à l'épidémie de Covid-19. Plutôt que d'annuler le stage, il a été décidé, en lien avec l'équipe d'AgroCampus-Ouest et avec celle du RAIA, de profiter de la période de confinement pour contribuer à un observatoire des pratiques alimentaires et des impacts de la crise sanitaire sur celles-ci (« manger au temps du coronavirus »). *In fine*, João Lévy-Tavarès a réalisé un travail en trois volets :

1) identifier comment la crise sanitaire de la Covid-19 a impacté Bréhat relativement à l'alimentation ;
2) faire un diagnostic du système alimentaire existant de l'île ;
3) identifier et estimer les types et quantités de bio-déchets et déchets verts produits sur l'île.

Manger au temps du coronavirus

Trente-quatre (34) réponses à une enquête ciblée en fonction des acteurs ont été recueillies sur place, par téléphone ou par mail, entre le début du confinement et la première moitié du mois de juin auprès de différents acteurs (agriculteurs, commerçants, restaurateurs, particuliers, élus, professionnel du transport).

Le constat est celui d'un respect des mesures de confinement édictées (distanciation, etc). Le contexte électoral et le résultat du premier tour (changement net de majorité municipale) étaient présents en arrière-plan des réponses. La production agricole s'est poursuivie et certains changements dans la manière de commercialiser les produits sont apparus (mise à disposition de paniers-producteurs). Toutefois, malgré les restrictions de circulation et la limitation du service de transport, il n'y a pas eu de rupture de

1 https://www.facebook.com/pg/fertilebrehat/posts/
2 BEDRANI, Naïla et ROCHE, Jeanne, 2017. Étude prospective pour le développement de l'agriculture sur l'île de Bréhat. 55p. + annexes
3 https://raia-iles.fr/

l'approvisionnement en produits alimentaires. Les habitants ont été sensibles aux efforts faits par le magasin superette pour « assurer » malgré les difficultés. En revanche, un certain sentiment d'abandon par la mairie a été ressenti par les commerçants.

Diagnostic du système alimentaire bréhatin

Le manque de réponses fiables aux questions posées aux restaurateurs et commerçants de produits alimentaires a contraint à revoir la méthodologie initialement envisagée. On a donc procédé par évaluation des besoins à partir d'une estimation des populations à nourrir, en distinguant habitants permanents (361 habitants), résidents secondaires et, enfin, touristes en location ou camping (les touristes à la journée n'ont donc pas été pris en compte). Deux hypothèses de consommation ont été utilisées : l'une basée sur les habitudes moyennes nationales actuelles, l'autre basée sur une consommation plus éco-responsable (baisse de la consommation de produits animaux, etc).

Les résultats montrent que l'île, avec la production actuelle en légumes d'une part, en lait d'autre part, pourrait fournir 28% des besoins en légumes des habitants permanents et couvrirait largement (165%) les besoins en lait des mêmes habitants. Mais ces taux d'autonomie tomberaient respectivement à 7% et 40% pour faire face aux besoins de la totalité des habitants (hors touristes à la journée). Pour la viande, il conviendrait en préalable de disposer de possibilités d'abattage sur place. Enfin, il s'agit ici de moyennes lissées sur l'année, mais les effets de pointe (variation de 1 à 10 environ des besoins selon la saison) accentuent la dépendance de l'île à des approvisionnements externes. La surface agricole actuellement utilisée sur l'île (32 hectares dont 30 de pâtures) est insuffisante pour faire face aux besoins : il est nécessaire de l'accroître pour espérer améliorer la résilience alimentaire de Bréhat.

En complément, un sondage sur les habitudes alimentaires des Bréhatins a été réalisé. L'objectif était de connaître le profil de la population et d'identifier les priorités des acheteurs de produits alimentaires. Cette enquête permet d'identifier les produits qui n'existent pas actuellement à Bréhat mais que les habitants aimeraient obtenir. Au total, 108 personnes ont répondu, sous forme numérique ou par entretien sur la place du Bourg. La grande majorité des répondants sont des femmes et plus de la moitié ont entre 25 et 59 ans. Près des trois quart sont des actifs. La grande majorité d'entre eux ne sont pas présents sur l'île tout au long de l'année.

Sans surprise, deux facteurs freinent les sondés souhaitant élargir leur gamme d'achat de produits locaux : le prix (trop élevé) et la faible diversité des produits. La relocalisation de la production alimentaire est cependant associée à une perception positive de l'activité agricole sur l'île, identifiée à la protection de l'environnement, à l'accès à des aliments de meilleure qualité et à une diminution de la dépendance vis-à-vis des chaînes de distribution alimentaire mondiales. Près des trois quarts des participants aimeraient avoir accès à des fruits de mer locaux, ainsi qu'à des fromages, des œufs et de la volaille.

Bio-déchets et déchets verts

En l'absence de réponse des restaurateurs, il n'a pas été possible d'estimer la quantité de bio-déchets issus de leur activité. En revanche, en extrapolant les données recueillies auprès du principal jardinier d'espaces verts, on évalue à 3 à 4.000 m^3 de déchets verts (troncs, feuillages, tontes, etc) la quantité annuelle produite sur l'île, alors que les besoins connus de composts valorisés seraient de 5 m^3.